

Immigration jetable **NON!**

Le projet de réforme du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA) a été adopté à l'Assemblée Nationale, il est discuté au Sénat à partir du 6 juin.

Le 13 Mai, nous étions 30 000 à Paris pour exiger le retrait de ce texte.

Plus que jamais, ensemble on continue !

Solidarité avec les migrants !

Retrait de la réforme du CESEDA !

- Refusons la précarité généralisée pour les travailleurs immigrés !
- Défendons le droit de vivre en famille !
- Refusons la chasse aux étrangers !

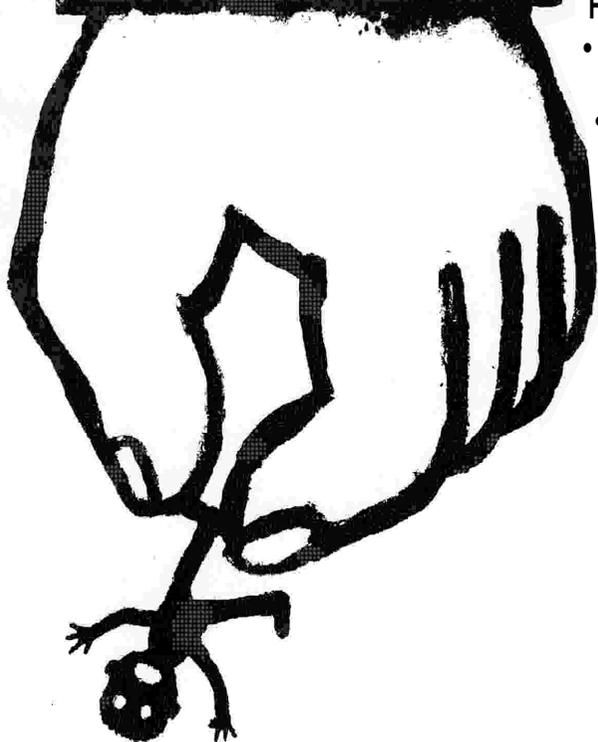
MANIFESTONS

SAMEDI

10 JUIN

à 15h00

Place des Terreaux



Collectif « Unis contre une Immigration jetable » - LYON

LDH, MRAP, Collectif 69 de soutien aux demandeurs d'asile et sans-papiers, Collectif de soutien aux étudiants étrangers, Agir et défendre (St Fons), Resovigi, RESF, Raddhodiapora, ATTAC, Ras L'Front, SOS Racisme, ARCAD 69, Bokke-Dieuf, FIDL, UNEF, FSU, CGT, SUD Educ', SUD Sonacotra, CGT Educ'action, les Alternatifs, Alternative Libertaire, LCR, LO, MJS, PAG 69, PCF, Partisan, PRS - Rhône, les Verts ...



+ d'infos sur www.contreimmigrationjetable.org

Pour tous contacts : UCIJ Lyon c/o LDH, 5 place Bellecour - 69 002 LYON

Immigration jetable **NON!**

Le projet de réforme du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA) a été adopté à l'Assemblée Nationale, il est discuté au Sénat à partir du 6 juin.

Le 13 Mai, nous étions 30 000 à Paris pour exiger le retrait de ce texte.

Plus que jamais, ensemble on continue !

Solidarité avec les migrants !

Retrait de la réforme du CESEDA !

- Refusons la précarité généralisée pour les travailleurs immigrés !
- Défendons le droit de vivre en famille !
- Refusons la chasse aux étrangers !

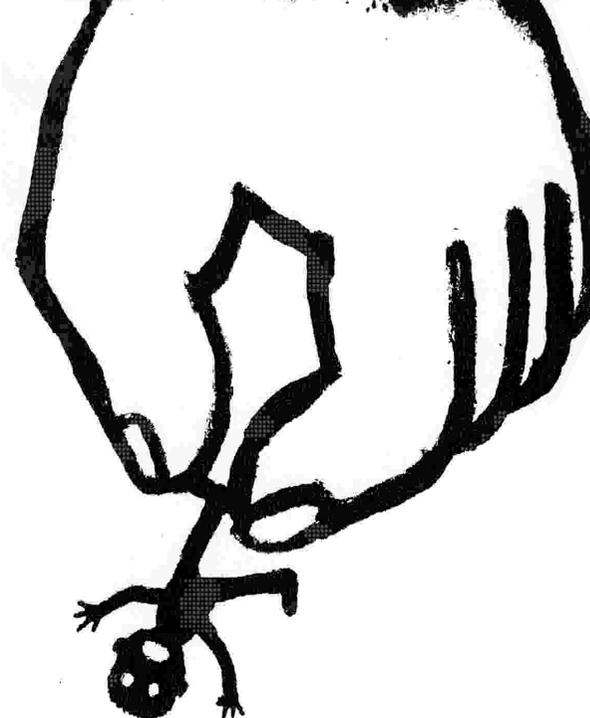
MANIFESTONS

SAMEDI

10 JUIN

à 15h00

Place des Terreaux



Collectif « Unis contre une Immigration jetable » - LYON

LDH, MRAP, Collectif 69 de soutien aux demandeurs d'asile et sans-papiers, Collectif de soutien aux étudiants étrangers, Agir et défendre (St Fons), Resovigi, RESF, Raddhodiapora, ATTAC, Ras L'Front, SOS Racisme, ARCAD 69, Bokke-Dieuf, FIDL, UNEF, FSU, CGT, SUD Educ', SUD Sonacotra, CGT Educ'action, les Alternatifs, Alternative Libertaire, LCR, LO, MJS, PAG 69, PCF, Partisan, PRS - Rhône, les Verts ...



+ d'infos sur www.contreimmigrationjetable.org

Pour tous contacts : UCIJ Lyon c/o LDH, 5 place Bellecour - 69 002 LYON

**REFORME DU DROIT DES MIGRANT(E)S
UNE ATTAQUE SANS PRECEDENT !**

**Nous refusons le projet de loi CESEDA
que prépare le gouvernement sur l'immigration !**

La nouvelle réforme du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA) conduit à une négation radicale des droits fondamentaux de la personne. Elle restreint encore plus radicalement le droit au séjour pour les familles, les conjoints, les enfants, de toutes celles et ceux qui construisent leur vie en France. Elle entérine la quasi-disparition de cet outil d'« intégration » qu'était la carte de résident. Elle s'attaque au séjour des malades étrangers.

Si ce projet est adopté, il ne fera pas bon s'aimer entre Français-e-s et étranger-e-s, vouloir vivre avec sa famille ou avoir des enfants. Pour ceux-là, la multiplication sans fin des conditions rendra l'espoir de la régularisation bien vain.

Le projet s'inscrit délibérément dans une perspective utilitariste. Le gouvernement affiche sa volonté d'aller piller les capacités et talents dans le monde. Ne sera « acceptable » que l'étranger perçu comme rentable pour l'économie française. Quant aux autres, ni leur situation personnelle, ni leur situation familiale ne leur conféreront désormais des droits, au point que les régularisations deviendront quasiment impossibles. Ce projet crée une nouvelle catégorie de travailleurs étrangers dont la durée du séjour est limitée au bon vouloir de leur patron. De plus, la suppression du droit à la délivrance d'un titre de séjour, pour les étrangers présents depuis au moins dix ans en France, les condamne à l'irrégularité perpétuelle. Le projet sélectionnera également beaucoup plus l'entrée des étudiants étrangers.

Quant aux étrangers en situation régulière, le droit de vivre en famille devient un exploit : le gouvernement prévoit de durcir les conditions du regroupement familial (ressources, logement, avis du maire sur l'« intégration » de la famille). Il jette la suspicion sur les pères étrangers d'enfants français, qui devront justifier de leur paternité.

A lire le nouveau projet gouvernemental sur l'immigration, pour espérer obtenir et conserver leur titre de séjour les étrangers devront cumulativement être « bien intégrés », bien vus par le maire de leur commune, en bonne entente avec leur conjoint, appréciés par leur patron, disposant d'un bon salaire et d'un grand logement.

Sachant qu'une réforme du droit d'asile devrait largement réduire les conditions d'octroi du statut de réfugié, c'est l'ensemble des droits des étrangers qui est en danger. Il est de la responsabilité de chacun d'entre nous de réagir. En stigmatisant les étrangers, le gouvernement tente de nous opposer les uns aux autres et il brade les libertés fondamentales.

Nous appelons donc à nous mobiliser contre la réforme CESEDA qui, si elle était adoptée, ferait des étrangers en France, réguliers ou irréguliers, une population de seconde zone, privée de droits, précarisée et livrée pieds et poings liés à l'arbitraire du patronat, de l'administration et du pouvoir.



**REFORME DU DROIT DES MIGRANT(E)S
UNE ATTAQUE SANS PRECEDENT !**

**Nous refusons le projet de loi CESEDA
que prépare le gouvernement sur l'immigration !**

La nouvelle réforme du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA) conduit à une négation radicale des droits fondamentaux de la personne. Elle restreint encore plus radicalement le droit au séjour pour les familles, les conjoints, les enfants, de toutes celles et ceux qui construisent leur vie en France. Elle entérine la quasi-disparition de cet outil d'« intégration » qu'était la carte de résident. Elle s'attaque au séjour des malades étrangers.

Si ce projet est adopté, il ne fera pas bon s'aimer entre Français-e-s et étranger-e-s, vouloir vivre avec sa famille ou avoir des enfants. Pour ceux-là, la multiplication sans fin des conditions rendra l'espoir de la régularisation bien vain.

Le projet s'inscrit délibérément dans une perspective utilitariste. Le gouvernement affiche sa volonté d'aller piller les capacités et talents dans le monde. Ne sera « acceptable » que l'étranger perçu comme rentable pour l'économie française. Quant aux autres, ni leur situation personnelle, ni leur situation familiale ne leur conféreront désormais des droits, au point que les régularisations deviendront quasiment impossibles. Ce projet crée une nouvelle catégorie de travailleurs étrangers dont la durée du séjour est limitée au bon vouloir de leur patron. De plus, la suppression du droit à la délivrance d'un titre de séjour, pour les étrangers présents depuis au moins dix ans en France, les condamne à l'irrégularité perpétuelle. Le projet sélectionnera également beaucoup plus l'entrée des étudiants étrangers.

Quant aux étrangers en situation régulière, le droit de vivre en famille devient un exploit : le gouvernement prévoit de durcir les conditions du regroupement familial (ressources, logement, avis du maire sur l'« intégration » de la famille). Il jette la suspicion sur les pères étrangers d'enfants français, qui devront justifier de leur paternité.

A lire le nouveau projet gouvernemental sur l'immigration, pour espérer obtenir et conserver leur titre de séjour les étrangers devront cumulativement être « bien intégrés », bien vus par le maire de leur commune, en bonne entente avec leur conjoint, appréciés par leur patron, disposant d'un bon salaire et d'un grand logement.

Sachant qu'une réforme du droit d'asile devrait largement réduire les conditions d'octroi du statut de réfugié, c'est l'ensemble des droits des étrangers qui est en danger. Il est de la responsabilité de chacun d'entre nous de réagir. En stigmatisant les étrangers, le gouvernement tente de nous opposer les uns aux autres et il brade les libertés fondamentales.

Nous appelons donc à nous mobiliser contre la réforme CESEDA qui, si elle était adoptée, ferait des étrangers en France, réguliers ou irréguliers, une population de seconde zone, privée de droits, précarisée et livrée pieds et poings liés à l'arbitraire du patronat, de l'administration et du pouvoir.

